

« L'exit gratuit, cela n'existe pas »

UE Dirk Wouters achève cinq années à la tête de la représentation permanente belge

- L'ambassadeur est en partance pour Washington.
- Il dresse le bilan de ses cinq années auprès de l'Union européenne.
- Et trace quelques pistes pour l'avenir.

ENTRETIEN

Dirk Wouters achève un mandat de cinq ans à la tête de la représentation permanente de la Belgique auprès de l'UE. Il deviendra en septembre ambassadeur de la Belgique à Washington. Deux des postes, avec les représentations auprès de l'ONU et de l'Otan, les plus importants pour la Belgique. C'est dire que Dirk Wouters est l'un de nos diplomates les plus chevronnés. Fait rare, il a accordé un entretien à la presse au sortir de son poste actuel qui l'a placé au cœur de la machine et du pouvoir européens pendant 5 années mouvementées.

Allons-nous vers un détricotage post-Brexit ?

On est encore sous le choc, comme on l'a été lors des référendums de rejet en France, en Irlande ou aux Pays-Bas. Mais dans le cas britannique, la question posée était existentielle, « rester ou quitter », alors que dans les cas précédents, le voyage commun n'était pas remis en cause. Et puis le Royaume-Uni aura été membre de l'UE pendant 45 ans sans vouloir vraiment être membre de cette association ! Et sans qu'on y ait expliqué le projet européen comme il l'a été dans les autres Etats membres. Le journaliste Hugo Young avait écrit un livre (« The blessed plot », Le complot bé-

ni) où il expliquait le plan de la classe politique britannique qui avait consisté à ne jamais expliquer comment l'intégration économique débouchait sur une intégration plus politique.

Mais tous les dirigeants ne trompent-ils pas un peu leurs opinions en organisant des transferts de souveraineté en catimini vers le niveau européen ?

De plus en plus de citoyens ont un réflexe de repli sur soi, à la recherche de plus de protection et de sécurité, au sens large, et ce réflexe est l'effet d'une mondialisation qu'ils ne comprennent pas. Mais ce réflexe reflète aussi une attente d'explication. On est souvent trop négatif dans la description de l'UE. J'ai reçu pendant des années énormément de visiteurs d'une centaine de pays non-membres de l'UE, qui me racontaient combien ils admiraient l'UE en énumérant tous les avantages qu'ils lui voient de l'extérieur ! Si l'Union vaut d'être rejointe, alors elle vaut aussi d'être défendue...

On martèle que l'Europe a un problème de communication...

L'UE ne peut pas être réduite à un problème de communication. Les Etats membres qui critiquent le plus l'Europe usent de l'argument qu'elle s'occupe trop de certaines choses et pas assez d'autres. On crée de cette façon un marché électoralement rentable en sapant un centre qui a permis de construire l'UE. Mais ceux qui le font n'apportent pas de modèle alternatif. Jeter par-dessus bord tout ce qui a été réalisé n'est pas la solution. Et cela a de plus un coût, comme on le voit maintenant avec le Brexit. L'exit gratuit, cela n'existe pas. Et donc

je comprends l'espoir d'une partie des Britanniques qu'on puisse l'éviter.

Vous y croyez ?

Il y a une réalité politique. L'idée d'un second référendum ne paraît pas très réaliste. Il faudra par ailleurs qu'on intègre dans la réflexion sur l'avenir de l'UE l'utilisation du référendum. On ne peut pas permettre que les Etats membres se mettent en position de revendication

permanente vis-à-vis de la famille européenne, parce qu'ils ont organisé un référendum où ils n'ont pas obtenu le résultat souhaité. C'est un engrenage qui mène à un blocage collectif et à un manque de confiance total.

Vous craignez l'effet domino du Brexit, et une multiplication de référendums dans d'autres pays ?

On voit maintenant que le divorce est une chose extrêmement compliquée. Le cas du Brexit aura à mon sens plutôt un effet dissuasif. Ce que je crains, c'est que cela continue à mobiliser les nationalismes.

La sortie du Royaume-Uni va-t-elle entraîner un déplacement du centre de gravité de l'UE vers Berlin ?

Le poids effectif de l'UE sera très affecté, et celui de la Grande-Bretagne encore plus. Et le rapport de forces diplomatique au sein du Conseil européen le sera également. En termes de poids diplomatique : le Royaume-Uni est avec la France le seul pays qui a gardé une capacité de combat ; il

y a des circonstances où c'est utile.

Le Royaume-Uni est l'un des membres les plus influents de l'ONU, et ce n'est pas seulement parce qu'il est membre permanent du Conseil de sécurité, mais aussi parce qu'il a un rôle influent dans le développement. Et il est membre du G7. Quant au Conseil européen (qui réunit les Etats membres), tous intégraient Londres dans leur schéma de négociation. Si ce facteur variable de la négociation disparaît, cela change évidemment les rapports de force.

Ils iront plus vers l'Allemagne ?

L'Allemagne avait déjà pris du poids politique depuis la chute du Mur de Berlin. Sur le plan économique, ce poids était devenu celui d'un pouvoir économique global. Donc forcément, l'Allemagne deviendra encore plus importante.

Les six pays fondateurs se réunissent à nouveau depuis quelque temps. Que peuvent-ils faire ?

Je crois qu'ils ont une capacité lorsque l'idée de Europe est en danger. C'est plutôt un rôle défensif, dans lequel ils ont une légitimité. ■

Propos recueillis par
JUREK KUCZKIEWICZ

« Le cas du Brexit aura plutôt un effet dissuasif. Ce que je crains, c'est que cela continue à mobiliser les nationalismes »

LA DATE DU BREXIT**May et Gove temporisent**

Les deux favoris à la succession du Premier ministre britannique David Cameron, Theresa May et Michael

Gove ont annoncé qu'ils ne déclencheraient pas la procédure du Brexit avant fin 2016, voire en 2017, suscitant vendredi l'agacement de leurs partenaires européens. Décidé à garder la main s'il devenait chef du gouverne-

ment, le ministre de la Justice Michael Gove a ainsi affirmé vendredi qu'il n'enclencherait sans doute pas la procédure de sortie cette année. « *Nous contrôlerons l'agenda, nous ne le ferons que lorsque nous serons prêts. Nous avons besoin de discus-*

sions préliminaires », a-t-il expliqué. Jeudi déjà, la ministre de l'Intérieur Theresa May avait aussi déclaré que si elle était désignée, elle n'enclencherait pas l'article 50 du Traité de Lisbonne avant la fin de l'année. (afp)

banques Nouvelle crise en vue ?

Cette semaine, et c'est un peu passé inaperçu, la Commission européenne a autorisé pour 6 mois un mécanisme de garantie permettant de fournir si nécessaire des liquidités aux banques italiennes – les caisses populaires, surtout, sont dans le viseur – du moins celles qui sont solvables. Si pareille décision a été prise, c'est que le risque de nouveau « bank run » dans un Etat membre de l'Union européenne est jugé plausible. Il faut s'en douter, cette annonce a renforcé le climat d'inquiétude entourant le secteur bancaire, qui n'en demandait pas tant...

Le « passporting »

Le Brexit cristallise naturellement les craintes du marché actuelles mais pas seulement. Le Brexit, d'abord. L'épée de Damoclès qui pèse au-dessus du secteur financier réside dans ce qu'on appelle le « passporting ». « *Aujourd'hui, les banques de l'UE bénéficient d'un passeport qui leur permet d'offrir leurs services dans tous les pays de l'UE. La perte de ce passeport les contraindrait à établir un ou des bureaux dans un pays de l'UE* », explique Etienne Deshormes, CEO de la société de courtage londonienne ELM. Ce-

la aurait un coût direct et indirect. Direct en ce sens que les revenus de commissions seraient en baisse, et ceux les dépenses, plus élevées. « *Si la libre circulation des personnes dans l'Union européenne n'est plus consentie et que les non Britanniques ont besoin d'un visa, il serait plus favorable d'avoir son centre européen dans l'UE* », poursuit l'expert. Lequel ajoute que la fusion entre le London Stock Exchange (LES) et Deutsche Boerse pourrait ne pas se faire si les Allemands ne veulent pas que leur principale bourse soit localisée en dehors de l'UE. Là aussi, les frais pourraient suivre une courbe résolument ascendante – adieu les effets d'économies d'échelle.

Enfin, les principaux pays de l'UE pourraient mettre en place des mesures pour rapatrier au sein de l'Union, le trading des obligations d'Etat et des actions de leur pays. Pour Goldman Sachs, la note sera salée : 32 milliards d'impact d'ici à 2018.

Plongeon en Bourse

Même si les négociations n'ont pas commencé – et que les risques susmentionnés restent théoriques –, les marchés ont montré qu'ils les « appré-

ciaient à leur juste mesure », ces risques planant au-dessus de la finance européenne. Depuis l'annonce du Brexit, les valeurs bancaires européennes ont plongé de 10 à 20 %, confirmant un mouvement de fond depuis le début de l'année. Depuis janvier, le « DJ Stoxx 600 Bank », l'indice le plus représentatif, a plongé de plus de 30 %. C'est que les nouvelles normes réglementaires (Bâle III) pour les banques (Bâle III) et Solvency II (pour les assureurs) ont des implications en matière de fonds propres qui ne sont pas anodines, surtout dans un contexte de taux très faibles. Dans certains pays, comme l'Allemagne et même le Royaume-Uni, les taux sont même négatifs.

C'est sans doute là que réside le problème le plus important pour le secteur : la faible lancinante des taux réduit considérablement les revenus des banques, notamment les marges bénéficiaires sur les crédits. On comprend, mieux, dans ce contexte fort peu amène pour les banques, que la Commission européenne ne souhaite pas trop palabrer sur le mécanisme de garantie mis en place en Italie... ■

F. M.